



**PRÉFET
DE LA ZONE
DE DÉFENSE
ET DE SÉCURITÉ
SUD-OUEST**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat Général pour l'Administration
du Ministère de l'Intérieur
du Sud-Ouest**

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

**Marché public relatif à la fourniture, à la livraison et à l'installation de
chambres froides à la Compagnie Républicaine de Sécurité (CRS) 14 de
Cenon (33 150)**

SGAMI33-2025-05-FCS

**Marché passé par procédure adaptée en application de l'article R.2123-1 du Code
de la commande publique**

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - Objet du marché – dispositions générales.....	4
1.1 Objet du marché.....	4
1.2 Montant du marché.....	4
1.3 Procédure et forme du marché.....	4
1.4 Allotissement.....	4
1.5 Prestations demandées.....	4
1.5.1. Dépose et enlèvement :.....	4
1.5.3. Remise en état des canalisations :.....	5
1.5.4. Travaux complémentaires :.....	5
1.5.5. Dispositions particulières :.....	5
1.5.6. Formation des utilisateurs :.....	6
1.6 Parties prenantes.....	6
1.7 Pièces contractuelles.....	7
1.8 Prestations supplémentaires.....	7
1.8.1 Acte modificatif.....	7
1.8.2 Prestations similaires.....	7
1.8.3 Clause de réexamen.....	7
1.9 Assurances.....	8
ARTICLE 2 - Modalités d'exécution du marché.....	8
2.1 Durée de la validité du marché, début d'exécution.....	8
2.2 Délais de remise des documents.....	8
2.3 Modalités de livraison, d'installation, de mise en œuvre et de formation des utilisateurs.....	9
2.4 Organisation du travail.....	9
2.4.1 Encadrement du personnel.....	9
2.4.2 Obligation de confidentialité et traitement des données à caractère personnel.....	9
2.4.3 Obligation de conseil et d'information.....	10
2.4.4 Dispositions relatives aux personnels.....	10
2.5 Prestations, locaux et matériels mis à la disposition du titulaire.....	11
2.5.1 Prestations.....	11
2.5.2 Locaux et matériels mis à disposition.....	11
2.6 Sujétions résultant des activités d'exploitation.....	11
2.7 Régularité administrative et lutte contre le travail dissimulé.....	11
ARTICLE 3 - Prix et règlement des comptes.....	11
3.1 Prix.....	11
3.2 Formalités nécessaires au paiement.....	12
3.3 Délai global de paiement.....	12
3.4 Avance.....	13
ARTICLE 4 - Nettoyage et gestion des déchets.....	13
ARTICLE 5 - Constatation de l'exécution des prestations.....	14
5.1 Vérification de l'exécution de la prestation.....	14
5.2 Réfections.....	15
5.3 Pénalités.....	15
Tableau des pénalités.....	16
5.4 Plafonnement des pénalités.....	16
ARTICLE 6 - Garantie.....	16
ARTICLE 7 - Résiliation du marché.....	16
ARTICLE 8 - Clause incitative pour la promotion des achats responsables dans les marchés et la vie des affaires.....	17

ARTICLE 9 - Médiateur interne.....17

ARTICLE 10 - Voies de recours.....18

ARTICLE 11 - Dérogations aux documents généraux.....19

Tableau des dérogations au CCAG-FCS.....19

Annexe : plan d’implantation (non contractuel)

ARTICLE 1 - Objet du marché – dispositions générales

1.1 Objet du marché

Le présent MAPA passé en application des dispositions du Code de la commande publique, a pour objet :

- la dépose et l'enlèvement de 3 chambres froides positives et une chambre froide négative et autres matériels associés ;
- la fourniture, la livraison, l'installation et la mise en œuvre de 3 chambres froides positives et une chambre froide négative et autres matériels associés ;
- la fourniture de la documentation et la formation des utilisateurs.

Les descriptifs techniques des fournitures et des prestations attendues sont mentionnées à l'article 3.2 du présent CCP. Le marché définit la nature, la qualité et les conditions de mise en œuvre des prestations à fournir au titre du remplacement des chambres froides de la CRS 14 de Cenon. Il mentionne les renseignements et informations sur la nature des matériels à mettre en place, le nombre, les dimensions et l'emplacement des travaux à exécuter.

Ces prestations n'ont pas un caractère limitatif, de ce fait, le titulaire doit exécuter tous les travaux nécessaires à l'achèvement et à la bonne finition des ouvrages.

1.2 Montant du marché

Le montant du marché figure à l'acte d'engagement ATTRI1 dont le détail est indiqué dans son annexe 1 relative à la Décomposition Du Prix Global Forfaitaire (DPGF) et aux délais.

1.3 Procédure et forme du marché

Le présent marché est passé selon une procédure adaptée en application de l'article R.2123-1 du Code de la commande publique. Le marché est traité à prix global forfaitaire.

1.4 Allotissement

Le marché n'est pas alloti.

La prestation s'effectue sur le site suivant :
CRS 14 – Petit chemin de Camparian - 33 150 Cenon

1.5 Prestations demandées

1.5.1. Dépose et enlèvement :

- Des trois chambres froides positives existantes (BOF, viandes, légumes) ;
- De la chambre froide négative existante ;
- Des quatre portes isothermes existantes ;

- Des groupes frigorifiques extérieurs et des évaporateurs existants des trois chambres froides positives et de la chambre froide négative ;
- Du stockage des rayonnages existants (pour les utilisateurs).

1.5.2. Fourniture, livraison, installation et mise en service de :

- Quatre chambres froides :
 - Trois chambres positives (viandes, BOF, légumes) en panneaux isolants de type alimentaire, installées en lieu et place des anciennes chambres froides :
 - Chambre froide "viandes" : volume d'environ 10 m³.
 - Chambre froide "BOF" : volume d'environ 10 m³.
 - Chambre froide "légumes" : volume d'environ 10 m³.
 - Une chambre froide négative : volume d'environ 19 m³.
- Quatre portes isothermes ;
- Rayonnages à 4 niveaux en polymère adaptés à la structure des chambres froides ;
- Groupes frigorifiques installés à l'extérieur du bâtiment pour les chambres froides et la chambre négative ;
- Évaporateurs pour les chambres froides et la chambre négative ;
- Liaisons frigorifiques pour l'ensemble des chambres froides ;
- Joue en panneau isolant de type alimentaire au-dessus des chambres froides ;
- Dépose de l'armoire électrique située à proximité de la chambre négative ;
- Mise en place d'un système de suivi des températures en temps réel, avec transmission par voie filaire vers le bureau du gérant et déclenchement d'une alarme en cas de dépassement des seuils prédéfinis.

1.5.3. Remise en état des canalisations :

- Adaptation des canalisations d'évacuation des condensats existantes en fonction des nouveaux besoins.

1.5.4. Travaux complémentaires :

- Raccordement de l'alimentation électrique, avec protection adaptée, depuis un nouveau tableau divisionnaire (prévoir des goulottes pour éviter un câblage apparent) ;
- Reprises sur les réseaux existants (eau, électricité, vidange, etc.) nécessaires au bon fonctionnement du matériel.

Tous les raccordements doivent être réalisés dans le strict respect des règles de l'art.

1.5.5. Dispositions particulières :

- Le candidat devra fournir dans son offre un plan détaillé du projet, incluant les mesures précises, les implantations des équipements et toutes les spécifications techniques requises ainsi qu'un planning prévisionnel de la durée des travaux ;

- Pendant la durée des travaux, le titulaire mettra à disposition, à ses frais, deux armoires positives et deux armoires négatives d'un volume d'environ 600 L (GN2/1 chacune) ;
- Le titulaire devra réaliser un plan des réseaux avant et après travaux, en cas de modifications ;
- Après notification du marché, le titulaire devra transmettre à l'acheteur les plans d'exécution et les notes de calculs normatifs conformément aux exigences techniques.

1.5.6. Formation des utilisateurs :

- Une formation sur site, en conditions réelles d'exploitation, devra être dispensée aux utilisateurs à l'issue de la mise en service.

En outre, le titulaire devra fournir la documentation complète des chambres froides, incluant les notices techniques d'entretien et d'utilisation, ainsi que les procédures de maintenance, rédigées en français.

Enfin, les fournitures livrées et les prestations réalisées dans le cadre du présent marché devront répondre aux textes législatifs, réglementaires, aux normes existantes et prescriptions applicables.

1.6 Parties prenantes

Au sens du Cahier des Charges Administratives Générales (CCAG-FCS), sont désignés :

Acheteur : **Monsieur le Secrétaire Général Adjoint du SGAMI Sud-Ouest**

Personne habilitée à recevoir les documents devant être adressés à l'acheteur : **Monsieur le chef du Bureau de la Commande Publique du SGAMI Sud-Ouest**

Comptable assignataire des paiements : **Administrateur Général des Finances Publiques Directeur Régional des Finances Publiques de la Nouvelle Aquitaine et de la Gironde.**

Titulaire : **Société à laquelle le marché est notifié.**

Si le marché est attribué à une entreprise individuelle ou à un groupement conjoint le mandataire du groupement conjoint est solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur.

L'acte d'engagement (ATTRI1) est le document unique qui indique le montant et la répartition détaillée des prestations que chacun des membres du groupement s'engage à exécuter.

Information :

Le conducteur chargé de l'opération : Le Chargé du patrimoine immobilier de la Direction zonale des CRS Sud-Ouest, Julien Lambert est le conducteur d'opération : julien.lambert@interieur.gouv.fr – 06.49.47.75.64.

1.7 Pièces contractuelles

Les pièces constitutives du marché, énumérées par ordre de valeur décroissante, sont précisées ci-après :

- L'acte d'engagement (ATTRI 1) et son annexe : Décomposition du prix global forfaitaire (DPGF) et délais ;
- Le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP) ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG-FCS) applicable aux marchés de fournitures courantes et de services publié au 30 mars 2021 (non fourni) ;
- L'offre technique du candidat et son annexe : Caractéristiques techniques proposées.

En cas de contradiction ou de discordance entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessus. Seuls les documents originaux, conservés dans les archives de l'administration, font foi.

Attention : le plan d'implantation des chambres froides joint annexé au CCP est fourni à titre informatif et n'a pas de valeur contractuelle. Les candidats ne sont pas tenus de reproduire strictement ce plan, car une certaine flexibilité leur est accordée pour concevoir leur proposition. L'objectif est de permettre aux candidats de proposer la meilleure solution technique possible, en leur offrant une marge de manœuvre pour adapter et optimiser leur projet.

1.8 Prestations supplémentaires

Le marché peut être modifié dans les limites du seuil de la procédure (la valeur du marché devant être inférieure aux seuils européens/MAPA).

1.8.1 Acte modificatif

Tout changement imposé par les nécessités du service fera l'objet d'un acte modificatif au marché.

1.8.2 Prestations similaires

L'acheteur se réserve la possibilité de conclure des marchés de prestations similaires avec le même titulaire en application de l'article R. 2122-7 du Code de la commande publique.

1.8.3 Clause de réexamen

Le présent marché peut faire l'objet de modifications, quel que soit leur montant, conformément aux articles R.2194-1 du Code de la commande publique et article 25 du CCAG FCS, sous la forme d'une clause de réexamen.

Le champ d'application et la nature des éventuelles modifications ainsi que les conditions dans lesquelles il peut en être fait usage sont précisées ci-dessous:

- Ajout ou suppression d'une chambre froide ainsi que les prestations et autres matériels associés.

Les prix et les montants seront déterminés sur présentation d'un devis du titulaire et sur la base des prix et montants mentionnés sur l'acte d'engagement et son annexe financière.

La mise en œuvre de ces modifications sera subordonnée à la seule décision de l'acheteur. Ces dispositions ne pourront en aucun cas donner lieu à une indemnisation.

Ces modifications feront l'objet d'un acte modificatif signé par l'acheteur et le titulaire et sera notifié dans un délai raisonnable qui tiendra compte de l'objet et ampleur de la modification. Ces modifications pourront modifier le montant du marché dans le limite du seuil du MAPA (montant inférieur à 143 000,00 € HT).

Le début d'exécution (la facturation et le paiement) est déclenché à la date de notification des modifications précisées dans l'acte modificatif relatif à la clause de réexamen.

1.9 Assurances

Dans le cadre des interventions liées au marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire doit contracter ou justifier par le biais d'une attestation qu'il a souscrit aux assurances garantissant sa responsabilité à l'égard des tiers ou des biens, en cas d'accident ou de dommages causés par la conduite des prestations ou leurs modalités d'exécution. Les garanties souscrites doivent être suffisantes au regard des prestations et sans limite pour les dommages corporels.

ARTICLE 2 - Modalités d'exécution du marché

2.1 Durée de la validité du marché, début d'exécution

Le marché public est conclu pour une durée qui court de sa date de notification jusqu'à l'admission complète de l'ensemble des prestations.

La date prévisionnelle de début d'exécution est le 1^{er} septembre 2025.

La date souhaitée de la mise en œuvre des installations est prévue le 1^{er} novembre 2025.

L'installation devra impérativement être terminée au plus tard le 30 novembre 2025, faute de quoi les pénalités prévues à l'article 5.3 du CCP seront appliquées au titulaire.

2.2 Délais de remise des documents

Au plus tard 10 jours avant la date de livraison et d'installation, le titulaire devra remettre au service bénéficiaire les documents suivants :

- Liste nominative des travailleurs avec renseignements et photographie, le nom et les coordonnées téléphoniques de l'agent responsable de l'encadrement et des éventuels chefs d'équipe ;
- Attestation d'assurance en cours de validité.

2.3 Modalités de livraison, d'installation, de mise en œuvre et de formation des utilisateurs

Informations transmises à la notification du marché : Au plus tard 72 heures après la notification du marché le titulaire contacte le conducteur d'opération, Julien Lambert (julien.lambert@interieur.gouv.fr – 06.49.47.75.64), afin de définir la date de livraison, d'installation, de mise en œuvre des matériels et de formation des utilisateurs.

Le titulaire du marché enverra un mail confirmant ces différentes dates conjointement définies.

Information préalable à la livraison : Cinq (5) jours ouvrés avant la date de livraison, de l'installation, de mise en œuvre et de la formation des utilisateurs le titulaire doit confirmer au conducteur d'opération le respect des dates définies préalablement.

Lieu de la livraison et d'exécution : La livraison des matériels et l'exécution de l'ensemble des prestations s'effectueront à l'adresse suivante : Chemin de Camparian, 33150 CENON.

Documents nécessaires à la livraison : Le titulaire remettra à l'issue de la livraison un bulletin de livraison en trois (3) exemplaires portant les indications suivantes :

- ➔ l'identification du titulaire,
- ➔ la référence au marché (date et numéro),
- ➔ la désignation de la fourniture et les quantités livrées,
- ➔ la date de remise.

Les risques afférents au transport jusqu'au lieu de destination incombent au titulaire.

2.4 Organisation du travail

Les horaires d'intervention prévues pour le site sont de 8 h 00 à 12h30 et de 13 h 30 à 18 h 00.

2.4.1 Encadrement du personnel

Le titulaire devra obligatoirement désigner un agent responsable de l'encadrement et de la discipline du personnel, du mode d'exécution des prestations et d'une manière générale, de l'application des clauses du présent CCP.

Il devra être équipé d'un téléphone portable et sera joignable à tout moment de 8h00 à 18h00 (hors week-end et jours fériés) et se rendre aux convocations de l'acheteur ou du service bénéficiaire pour des réunions de chantier sous peine d'application de pénalités (cf. article 5.3 du présent MAPA).

Il sera l'interlocuteur privilégié du conducteur d'opération (Julien Lambert : julien.lambert@interieur.gouv.fr – 06.49.47.75.64).

2.4.2 Obligation de confidentialité et traitement des données à caractère personnel

Il sera fait application de l'article 5 du CCAG-FCS.

2.4.3 Obligation de conseil et d'information

Le titulaire a un devoir de conseil (ou d'alerte) s'il se rend compte, lors de ses interventions de dérèglements, dysfonctionnements, dangers potentiels au titre de ses prestations. Ce devoir de conseil est formel et fondé sur la production d'un rapport qui décrit les risques et menaces et propose des actions pour les réduire.

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution de la prestation

2.4.4 Dispositions relatives aux personnels

Protection de la main d'œuvre et conditions de travail :

Il sera fait application de l'article 6 du CCAG-FCS

Port de vêtements de travail :

Le titulaire devra doter le personnel d'exécution d'un vêtement de travail reconnaissable et d'équipements de protection individuelle nécessaires pour les prestations à réaliser.

En outre, tous les agents en activité, y compris le personnel d'encadrement, devront porter en permanence un insigne spécifique de leur entreprise.

Aucun agent ne sera admis s'il n'est pas revêtu de son vêtement de travail, s'il est démuné de son insigne, de son laissez-passer, et/ou s'il présente une tenue négligée.

En cas de non-respect, le titulaire se verra appliquer les pénalités prévues à l'article 5.3 du présent CCP.

Comportement des personnels :

Les personnels du titulaire devant avoir accès aux locaux de l'administration sont nommément agréés et soumis, pendant leur prestation, aux mêmes règles de discipline que les agents de l'administration. Celle-ci peut retirer son agrément à tout moment sans énoncer ses motifs.

Le titulaire ne pourra pas affecter, dans les locaux objet du présent marché, des personnels de remplacement non agréés.

Liste nominative du personnel :

Le titulaire devra remettre auprès de la personne publique, 5 jours avant le début d'exécution, la liste nominative des personnes appelées à intervenir sur les sites.

Il devra fournir auprès du représentant de la personne publique sur le site, les renseignements nécessaires à l'établissement des laissez-passer permanents qui seront exigés pour la circulation de ces personnes sur les sites.

2.5 Prestations, locaux et matériels mis à la disposition du titulaire

2.5.1 Prestations

L'énergie et l'eau nécessaires à l'exécution des prestations seront fournies gratuitement par l'acheteur.

2.5.2 Locaux et matériels mis à disposition

Aucun local et matériel seront mis à disposition du titulaire.

2.6 Sujétions résultant des activités d'exploitation

Le titulaire ne pourra se prévaloir, ni pour éluder les obligations du marché, ni pour formuler des réclamations, des sujétions qui pourront être occasionnées par les activités d'exploitation des locaux, notamment par l'interruption ou le report de toute opération décidée par l'acheteur.

2.7 Régularité administrative et lutte contre le travail dissimulé

Le titulaire se doit d'être constamment à jour de ses obligations administratives et fiscales et de respecter systématiquement toutes les réglementations en vigueur, notamment concernant le travail dissimulé. Il en est de même de tous ses sous-traitants directs ou indirects.

Les justificatifs nécessaires devront être déposés sur la plateforme e-attestation tous les 6 mois.

Dans le cas où du travail dissimulé serait constaté par l'administration et faute de régularisation dans les 10 jours suivant le constat, l'acheteur pourra résilier sans indemnité le marché pour faute du titulaire.

ARTICLE 3 - Prix et règlement des comptes

3.1 Prix

Le marché est traité à prix global forfaitaire.

La décomposition annexée à l'acte d'engagement sera utilisée en cas de changement dans la nature des prestations pendant la durée de validité du marché.

Les prix indiqués par le titulaire s'entendent :

- Fermes, en application de l'article R.2112-9 du Code de la commande publique ;
- Hors taxes et TTC.

3.2 Formalités nécessaires au paiement

Toute facture mal renseignée sera renvoyée au titulaire suspendant ainsi le délai global de paiement (cf. article 3.3). Le règlement ne pourra intervenir qu'après réception de la facture parfaitement renseignée.

Le SGAMI SO propose une assistance à la dématérialisation des factures. Les questions pourront être adressées à l'adresse suivante : sgami-so-chorus-demat@interieur.gouv.fr

Facturation

Une facture unique est établie, comprenant la dépose, la fourniture, la livraison, incluant tous les postes mentionnés dans la DPGF. Sa mise en paiement est conditionnée par l'admission complète (service fait) des prestations.

Facturation électronique

Conformément à la Loi de Modernisation de l'Économie du 4 août 2008, le titulaire devra procéder à l'envoi de ses factures en mode dématérialisé.

Un portail dédié à l'accompagnement et permettant le dépôt, la réception et la transmission des factures est à disposition des opérateurs économiques via le site : <https://chorus-pro.gouv.fr>

La facture doit impérativement comporter les renseignements suivants :

- la date d'émission de la facture ;
- la désignation de l'émetteur (identification du titulaire : numéro SIRET) ;
- la domiciliation du titulaire (BIC/IBAN) ;
- la désignation du destinataire de la facture (numéro SIRET des services de l'État : 110 002 011 00 044) ;
- la désignation du payeur (code service exécutant : MI5PLTF033)
- le numéro d'engagement juridique (EJ)
- la date d'exécution des prestations facturées ;
- la quantité et la dénomination précises des prestations réalisées ;
- le prix forfaitaire HT ;
- le montant détaillé, le montant total de la facture, le montant total HT et le montant de la taxe à payer ainsi que la répartition de ces montants par taux de TVA.

3.3 Délai global de paiement

Les sommes dues en exécution du marché seront payées dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception de la facture sur le portail Chorus Pro.

Le défaut de paiement dans le délai de 30 jours fait courir de plein droit et sans autre formalité, au bénéfice du titulaire, des intérêts moratoires. Ceux-ci sont calculés selon le taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne.

Le défaut de paiement dans le délai de 30 jours ouvre également droit, au bénéfice du titulaire, au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, d'un montant de 40 euros.

3.4 Avance

Conformément à l'article R. 2191-3 du Code de la commande publique, l'acheteur accorde une avance au titulaire du marché lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois.

Le montant de l'avance est fixé selon les dispositions de l'article 11.1 – Option A du CCAG-FCS.

Le taux de l'avance est fixé à 30 % dans le respect des modalités énoncées aux articles R.2191-3 à R.2191-10 modifiés par décret n°2022-1683 du 28 décembre 2022.

Le titulaire peut refuser le versement de l'avance et le stipule dans l'acte d'engagement.

ARTICLE 4 - Nettoyage et gestion des déchets

Il sera fait application de l'article 20 du CCAG/FCS.

Le chantier se déroulera en site occupé ainsi le titulaire devra maintenir les lieux en état de propreté et de salubrité. En fin de prestation, le titulaire aura à sa charge la réparation des dégradations dues à l'intervention, le nettoyage et le lavage des sols, l'enlèvement des emballages et déchets divers à l'intérieur et aux abords immédiats du bâtiment.

Le titulaire du marché doit procéder au nettoyage, à l'évacuation des déchets produits par son activité pendant toute la durée de son intervention.

Durant toute l'exécution de marché, le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en matière de développement durable et principalement sur l'aspect environnemental.

Le titulaire veille à ce que soient effectuées les opérations, de collecte, transport, entreposage, tris éventuels et de l'évacuation des déchets créés par les prestations objet du marché vers les sites susceptibles de les recevoir, conformément à la réglementation en vigueur.

Le titulaire est tenu de produire, à la demande de l'acheteur, tout justificatif de traçabilité du traitement des déchets issus de l'exécution de la prestation, qui fasse apparaître une gestion des déchets conforme aux exigences réglementaires, notamment en ce qui concerne les déchets dangereux. En cas d'absence de production des éléments attestant la traçabilité des déchets, le titulaire se voit appliquer, après mise en demeure restée infructueuse, une pénalité dont le montant est fixé à l'article 5.3 du présent CCP.

Si le titulaire est amené à gérer des déchets dangereux :

Le candidat retenu devra obligatoirement être partenaire de Trackdéchets, **l'outil de traçabilité des déchets dangereux** du Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire. Cet outil numérique de l'État permet de dématérialiser l'ensemble de la chaîne déchets. Le candidat devra joindre à son dossier une preuve de son inscription à Trackdéchets.

Chaque enlèvement fera l'objet, par le prestataire, de l'émission d'un Bordereau de Suivi de Déchets (BSD) dans Trackdéchets. Le prestataire indiquera sur le BSD, la nature du déchet, la nomenclature, le code CAP, la classification ADR. Il est demandé un bordereau par type de déchet.

ARTICLE 5 - Constatation de l'exécution des prestations

5.1 Vérification de l'exécution de la prestation

Ces vérifications ainsi que l'admission des travaux sont exclusivement réalisées par le conducteur d'opération (Julien Lambert – Direction Zonale des C.R.S. Sud-Ouest).

NOTA : L'admission des prestations par le conducteur d'opération entraîne le transfert de propriété du titulaire vers l'administration.

Les opérations de contrôle relatives au positionnement des matériels, leur implantation et à l'acceptation des matériels avec essais à l'appui sont effectuées à la demande de l'administration dans un délai de 15 jours ouvrés à compter de l'installation des chambres froides.

Les résultats des opérations de vérification sont consignés dans un procès-verbal.

Au vu du procès-verbal, le personnel habilité notifie au titulaire une décision d'admission, d'ajournement ou de rejet des prestations dans les conditions définies à l'article 30 du CCAG-FCS.

Cette décision, à laquelle est annexé le procès-verbal précité, est établie en 3 exemplaires :

- un exemplaire pour notification au titulaire ;
- un exemplaire pour l'ordonnateur secondaire ;
- l'exemplaire original est conservé par le personnel habilité.

La décision de rejet prononcée par le personnel habilité sera assortie d'un délai de 1 mois pour permettre au titulaire de rectifier les prestations en vue d'une nouvelle vérification.

En cas de rejet définitif à la deuxième présentation pour vérification, le marché pourra être résilié aux torts exclusifs du titulaire, sans que ce dernier puisse prétendre à indemnités.

5.2 Réfactions

Lorsque les prestations effectuées ne satisfont pas entièrement aux conditions du marché, le service bénéficiaire peut proposer à l'acheteur une réfaction qui consiste en une réduction de prix selon l'étendue des imperfections constatées.

Dans ce cadre, lorsque l'acheteur constate que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché, peuvent néanmoins être admises en l'état, il peut les admettre avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées. Cette décision doit être motivée. Elle ne peut être notifiée au titulaire qu'après qu'il a été mis à même de présenter ses observations.

Si le titulaire ne présente pas d'observations dans les quinze jours suivant la décision d'admission avec réfaction, il est réputé l'avoir acceptée. Si le titulaire formule des observations dans ce délai, l'acheteur dispose ensuite de quinze jours pour lui notifier une nouvelle décision.

À défaut d'une telle notification, l'acheteur est réputé avoir accepté les observations du titulaire et l'admission est réputée sans réfaction.

5.3 Pénalités

Le non-respect des obligations prévues dans le présent CCP pourra entraîner l'application de pénalités.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de l'acheteur de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser par un tiers tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire, conformément à l'article 45 du CCAG-FCS, ou d'appliquer des réfactions.

L'acheteur adresse au titulaire une lettre avec accusé de réception ou par tout moyen écrit permettant d'accuser date certaine l'informant du projet de pénalités. Le titulaire doit faire connaître ses observations dans un délai de quinze jours à compter de la notification du projet. Passé ce délai, le titulaire est réputé avoir accepté les pénalités.

Suite aux observations, ou en cas de silence du titulaire sur le projet de pénalités, l'acheteur prend l'une des décisions suivantes :

- application définitive des pénalités ;
- exonération partielle ;
- exonération totale.

Une décision de pénalité peut regrouper plusieurs manquements constatés.

Tableau des pénalités

<u>Manquement aux obligations contractuelles</u>	<u>Montants des pénalités</u>
Retard sur la date d'achèvement des travaux	100 € / jour
Retard sur les délais d'interventions durant la période de garantie	100 € / jour
Retard de réponse à une demande de l'Administration spécifiant un délai	50 € / jour
Absence à une convocation de l'Administration	50 € / absence
Absence de production des éléments attestant la traçabilité des déchets	400,00 €

Ces pénalités ne s'appliquent pas en cas de forces majeures auxquelles seules sont assimilées les interruptions dans la fourniture d'énergies et d'eau du fait des compagnies distributrices.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités inférieures à 1 000,00 €.

5.4 Plafonnement des pénalités

Les pénalités, quel que soit le motif, sont cumulatives avec les réfections prévues à l'article 5.3, et ne sont pas plafonnées.

Cet article déroge à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS.

ARTICLE 6 - Garantie

Par dérogation à l'article 33.1 du CCAG/FCS, les prestations font l'objet d'une garantie minimale de deux ans.

Le point de départ du délai de garantie est la date de notification de la décision d'admission.

Le titulaire dispose d'un délai de 2 jours ouvrés à compter de la demande du service pour effectuer une mise au point ou une réparation.

Durant la période de garantie, le titulaire s'engage à effectuer la reprise des fournitures apparues défectueuses ou qui seraient, à l'usage, défectueuses, et à pourvoir à leur remplacement.

La garantie comprend l'échange de la fourniture par le titulaire et couvre également les frais de déplacement de personnel, de conditionnement, d'emballage et de transport de matériel ainsi que le coût de main-d'œuvre.

ARTICLE 7 - Résiliation du marché

Il sera fait application du chapitre 7 du CCAG-FCS.

Après signature du marché, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés à l'article R. 2144-7 du Code de la commande publique, le marché est résilié aux torts exclusifs du titulaire.

Lorsque le titulaire ne se sera pas acquitté de ses obligations dans les conditions prévues au présent CCP, la résiliation du marché à ses torts pourra être prononcée par le représentant de l'acheteur, sans qu'aucune indemnité ne lui soit versée.

Dans le cadre d'une résiliation pour faute, les prestations pourront être exécutées aux frais et risques du titulaire.

Cette sanction n'exclue pas l'application des réfections et des pénalités prévues à l'article 5 du présent document.

ARTICLE 8 - Clause incitative pour la promotion des achats responsables dans les marchés et la vie des affaires.

« Certification achats responsables »

Dans le cadre de l'amélioration de la démarche RSE entreprise par le titulaire, il est précisé que le ministère de l'Intérieur et des Outre-mer est détenteur du label « relation fournisseurs achats responsables » (RFAR) adossé à la norme ISO 20400/2017 « Achats Responsables » – lignes directrices délivré par la médiation des entreprises et le Conseil National des Achats (CNA).

Afin d'harmoniser les bonnes pratiques établies entre tous les fournisseurs et sous-traitants intervenant dans ses marchés publiés, le représentant du pouvoir adjudicateur invite l'ensemble des titulaires desdits marchés à se conformer à la norme ISO 20400/2017, aux exigences de la charte « Relations Fournisseurs Responsable » (RFAR) et au label RFAR joint au présent DCE et/ou toute norme ou tout label équivalent.

(Pour plus d'informations : <https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises/label-relations-fournisseurs-et-achats-responsables>)

Le titulaire s'engage à informer le ministère de l'Intérieur et des Outre-mer de toute démarche entreprise en la matière, et notamment la signature de « la charte RFR », puis le dépôt d'un dossier de candidature au label susmentionné et de l'éventuelle obtention de ce label, ainsi que des mesures prises pour intégrer les recommandations de la norme ISO 20400/2017 dans ses processus internes.

La Médiation des entreprises – en association avec le Conseil National des Achats (CNA) – vous accompagnera dans cette démarche. Pour toute information : <https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>

ARTICLE 9 - Médiateur interne

Le présent marché est conclu et est exécuté de bonne foi par les parties qui s'engagent à examiner ensemble, dans le plus grand esprit de concertation, tout différend qui pourrait survenir relatif à son existence, son interprétation ou à son exécution.

En cas d'échec des négociations directes alors engagées entre les parties, et avant toute saisine de la juridiction compétente, celles-ci ont la possibilité de saisir le médiateur interne « Relations fournisseurs » du ministère de l'Intérieur à l'adresse suivante : mediateurfournisseur@interieur.gouv.fr ou par courrier recommandé avec avis de réception à M. le Médiateur interne « Relations fournisseurs » du Ministère de l'Intérieur, Place Beauvau, 75 800 Paris Cedex 08.

Dans l'hypothèse où, à l'issue d'un délai de 3 (trois) mois, le différend n'aurait pas trouvé de solution acceptable pour les deux parties, il appartiendra à la plus diligente d'entre elles, si elle s'y croit fondée, de saisir la juridiction compétente du litige en cause.

Les échanges intervenus entre les parties en application de la présente clause de médiation doivent rester confidentiels.

ARTICLE 10 - Voies de recours

Instance chargée des procédures de recours :

Tribunal administratif de Bordeaux
9 rue Tastet
33063 BORDEAUX CEDEX
tél. : 05-56-99-38-00 - télécopie : 05-56-24-39-03
[Mail : greffe.ta-bordeaux@juradm.fr](mailto:greffe.ta-bordeaux@juradm.fr)

En cas de difficultés survenant lors de l'exécution du marché publié, l'organe chargé de jouer le rôle de médiateur est :

Comité Consultatif Interrégional de Règlement Amiable
(CCIRA) de Bordeaux
Cité Administrative
2, rue Jules Ferry
33090 Bordeaux Cedex
Tél : 05 54 69 99 56 / 07 61 17 74 12

Courriel : na.polec@dreets.gouv.fr (merci de préciser CCIRA de Bordeaux en objet)

Information sur les recours :

- Référé contractuel : délai de 31 jours à compter de la publication de l'avis d'attribution ou dans un délai de 6 mois à compter du lendemain du jour de la conclusion du contrat ou si aucune notification de la conclusion du contrat n'a été effectuée ;
- Recours pour excès de pouvoir : délai de 2 mois à compter de la notification de la décision de rejet.

ARTICLE 11 - Dérogations aux documents généraux

Tableau des dérogations au CCAG-FCS

Dérogation dans le CCP :	Article du CCAG – FCS auquel il est dérogé :	Objet de la dérogation :
Article 6	Article 33.1	Les prestations font l'objet d'une garantie minimale de deux ans.
Article 5.3	Article 14	Le titulaire n'est pas exonéré des pénalités inférieures à 1 000 € HT.
Article 5.4	Article 14.1.2	Les pénalités ne sont pas plafonnées